Marie-Hélène Sagaspe, fille de résistant, a retrouvé le portefeuille de son père, plus de 80 ans après sa déportation

Par Elise Karlin

Publié le 27 mars 2025 à 05h00, modifié le 10 avril 2025 à 12h11 Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

Offrir l'article

Lire plus tard

REPORTAGE | Avec l'aide d'enquêteurs bénévoles, le Centre international d'archives sur les victimes des nazis situé à Bad Arolsen, en Allemagne, s'efforce de restituer les objets personnels de déportés à leurs descendants. C'est ainsi que la dame aujourd'hui âgée de 80 ans s'est vu remettre le portefeuille de son « papa ».





Le 21 mars, à la mairie de Camou-Cihigue, Floriane Azoulay (à droite), la directrice des Archives Arolsen, a remis à Marie-Hélène Sagaspe le portefeuille de son père, Jean Iribarne. MARKEL REDONDO POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

Lorsque le téléphone de la maison a encore sonné, Marie-Hélène Sagaspe a hésité à décrocher. Elle a pris l'habitude de ne jamais répondre, pour éviter tous ces gens qui veulent vous vendre une assurance ou un aspirateur, mais depuis quelques jours quelqu'un insistait, alors elle s'est dit qu'elle allait l'envoyer promener une bonne fois pour toutes. «Allô?» Elle n'a pas compris tout de suite de quoi il s'agissait : un inconnu a commencé à lui parler de son père, Jean Iribarne, résistant, arrêté à l'âge de 32 ans par les Allemands au printemps 1944 dans son village natal de Camou-Cihigue, dans les montagnes du Pays basque, déporté, jamais revenu.

La vieille dame de 80 ans n'a pas raccroché: « J'ai senti que c'était sérieux. » L'inconnu s'est présenté. Georges Sougné, traducteur de théâtre en Belgique et, à ses heures perdues, « détective » bénévole pour les Archives Arolsen, le centre international de documentation sur les persécutions nazies. En ce jour du printemps 2024, il avait en effet une information importante à lui donner. Comme Georges Sougné l'a tout d'abord expliqué à Marie-Hélène Sagaspe, ce centre d'archives, installé à Bad Arolsen, en Allemagne, financé par Berlin mais contrôlé par une commission internationale, compte environ trente millions de documents sur les victimes du national-socialisme. Il détient aussi un peu plus de 2 000 objets, montres, peignes, alliances, stylos, bijoux et des articles de maroquinerie ayant appartenu à des déportés le plus souvent arrêtés pour faits de résistance et dirigés vers les camps de travail.

En France, 154 objets remis en neuf ans

Confisqués au moment de leur incarcération, ces effets personnels étaient soigneusement rangés dans des enveloppes nominatives par une bureaucratie concentrationnaire qui avait l'obsession de l'ordre. A la libération des camps, les enveloppes que les nazis n'avaient pas eu le temps de détruire ont été récupérées par les armées alliées. Elles ont été confiées à un groupe d'un millier de rescapés soucieux de collecter des preuves du génocide et de répondre aux interrogations des familles sur le sort de leurs proches.

Ce groupe, installé à l'origine dans une ancienne caserne de l'élite SS au cœur de la Ruhr, à Bad Arolsen, s'est rapidement étoffé, professionnalisé, institutionnalisé sous le nom d'International Tracing Service (ITS). A la fin des années 1960, l'ITS est devenu le plus grand centre mondial d'archives et de renseignements sur les victimes du III^e Reich, le seul habilité à délivrer les certificats de déportation.

Dans nos archives | Le centre d'Arolsen, ou les traces ultimes de la déportation et de la Shoah

Si la plupart des objets personnels ont été renvoyés aux familles après la guerre, il reste quelques enveloppes dans les tiroirs de l'ITS, devenu au XXI^e siècle les Archives Arolsen. En 2016, sa directrice, la Française Floriane Azoulay, a lancé une campagne intitulée #StolenMemory pour retrouver, avec l'aide de nombreux bénévoles, les descendants des déportés et leur restituer

ce qui leur appartient. En neuf ans, ils ont ainsi remis 154 objets en France.

Marie-Hélène Sagasse, comme tant d'autres, n'avait jamais entendu parler des Archives Arolsen. Elle a découvert avec stupeur, lors du coup de fil, que non seulement Georges Sougné pouvait lui donner des informations précises sur l'internement de son père, mais aussi qu'il souhaitait lui rendre, au nom de l'institution, un portefeuille ayant appartenu au défunt.

Un demi-siècle de silence

Née neuf mois après son arrestation, en janvier 1945, elle ne l'a jamais connu, ayant appris à 12 ans, par l'indiscrétion d'une amie de sa mère Marie-Anne, que l'homme qui l'élevait n'était pas son père. Certes, elle ne portait pas le même nom de famille que ses trois frères et que sa sœur, elle Iribarne, eux Arhancet. Qu'importe, « c'était comme ça », résume-t-elle aujourd'hui en haussant les épaules.

Elle a le souvenir d'avoir beaucoup pleuré lorsqu'elle a appris la vérité, d'avoir interrogé sa mère et d'avoir eu pour seule réponse une trop grande douleur à évoquer l'absent. Ensuite, plus rien. Un demi-siècle de silence... Entre la mère et la fille, juste le portrait de Jean Iribarne à 20 ans, beau visage carré, carrure sanglée dans son uniforme de l'armée, que Marie-Anne donne à Marie-Hélène le jour de son mariage, en 1968, et qui est toujours accroché au mur de la maison de l'octogénaire, à Camou : «La seule photo que j'aie jamais vue de lui. »





Le portrait de Jean Iribarne, le père de Marie-Hélène Sagaspe, accroché chez elle, à Laguinge-Restoue. MARKEL REDONDO POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

Ce vendredi 21 mars, à la mairie de Camou, Floriane Azoulay et Georges Sougné rendent à Marie-Hélène Sagaspe le portefeuille en cuir marron façon lézard de son père. Il y avait rangé un timbre de l'époque à l'effigie du maréchal Pétain, une photo d'identité de sa femme dans un étui en plastique renforcé par quelques points de couture et une page d'agenda déchirée, sur laquelle il est indiqué qu'il a bien reçu un colis le 30 mai 1944. La vieille dame a demandé à ses frères Michel, Martin et Jean-Louis, et à sa sœur Mado d'être présents à ses côtés.





Le portefeuille de Jean Iribarne contenait notamment une photo de son épouse, la mère de Marie-Hélène Sagaspe. MARKEL REDONDO POUR M LE MAGAZINE DU MONDE



Le livret de famille où figure le lien de filiation entre Jean Iribarne et Marie-Hélène Sagaspe, née quelques mois après l'arrestation de son père par les nazis. MARKEL REDONDO POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

A l'instant de la restitution, elle ne parvient pas à retenir un sanglot en serrant contre sa joue le portefeuille : « C'est toi, papa... » La fratrie écoute Georges Sougné raconter comment il a mené son enquête, avec l'aide de Nathalie Letierce-Liebig, une ancienne des Archives Arolsen : « Sur l'enveloppe, il était indiqué "Inconnu", mais au dos de la photo de votre mère, il y avait son nom, Marie-Anne Iribarne, que nous avons lu "Tribarne", et le mot Oxoaix. Nous avons essayé toutes les combinaisons possibles sur Internet, rien ne sortait. Soudain, j'ai pensé qu'il pouvait s'agir d'un nom basque, et que le T de Tribarne pouvait être un I; j'ai recommencé à chercher, et j'ai fini par tomber sur

Il appelle la secrétaire de mairie de ce petit village d'une centaine d'habitants. Elle ouvre pour lui les registres de l'état civil et trouve, né le 14 mars 1912 dans la ferme qui fait face à la mairie, un certain... Jean Iribarne. Elle ne connaît aucune Marie-Anne Iribarne, mais elle promet d'interroger les villageois. Le maire, Charles Leurgorry, identifie immédiatement sur la photo d'identité la mère de Marie-Hélène Sagaspe, née Iribarne. C'est lui qui donne à Georges Sougné son numéro de téléphone.

Victimes de dénonciation

Le jour de la restitution, un habitant du village, Jean-Baptiste Aguer, a raconté les circonstances de l'arrestation de son oncle, Arnaud Aguer, pris en même temps que son camarade Jean Iribarne, avec lequel il faisait traverser les Pyrénées à ceux qui tentaient d'échapper aux nazis. Un jour du printemps 1944, des hommes de la Gestapo se sont arrêtés à l'auberge Aguerria de Camou, tenue par la famille Aguer. Ils ont demandé à voir Jean et Arnaud, qui étaient aux champs. En leur absence, ils les ont convoqués à Tardets, la ville voisine.

Soucieux d'éviter des représailles à leurs proches, les deux agriculteurs résistants, victimes d'une dénonciation, se sont présentés villa Monplaisir, le siège de la Gestapo à Tardets. Ils y seront torturés pendant plusieurs jours avant d'être déportés ensemble, d'abord à Compiègne puis vers le camp de concentration de Neuengamme, en Allemagne, où ils arrivent le 7 juin 1944. Matricule n° 33621, Jean Iribarne est orienté vers le *kommando* de travail de Stöcken, où il fabrique des accumulateurs de sous-marins. Il meurt le 15 mars 1945, quelques semaines avant l'évacuation du camp vers Bergen-Belsen, officiellement des suites d'une *thrombose* – en réalité, il a succombé à neuf mois d'épuisement et de mauvais traitements.

Georges Sougné, lui, a découvert ce jour-là que Oxoaix (« la maison du loup »)

était le nom de la ferme familiale, inscrit sur les tombes au cimetière de Tardets. Une plaque y rend hommage à Jean Iribarne « mort pour la France » et enterré à Hanovre. A l'issue de la cérémonie, Marie-Hélène a emmené tout le monde déjeuner chez Jean-Baptiste Aguer, à l'auberge Aguerria, là où quatre-vingt-un ans plus tôt, la Gestapo était venue chercher son père.

Lire aussi | Dans les Vosges, la tragédie oubliée des déportés de la vallée du Rabodeau

Elise Karlin